

Pour un capitalisme éclairé

« Les 25 premiers managers de hedge funds gagnent plus d'argent que tous les enseignants de maternelle en Amérique. »

Ce n'est pas un crypto-communiste qui soulignait cette semaine une des réalités de la société américaine en 2015. Mais Hillary Clinton, candidate aux primaires du Parti démocrate américain. Cette statistique souligne une des réalités les plus préoccupantes de nos sociétés contemporaines : l'argent, devenu la mesure de toute chose, est surabondant dans la sphère financière. Les taux d'intérêt négatifs, les créations monétaires à partir de rien (*quantitative easing* des banques centrales), les records de profits, de dividendes, de rachats d'actions et, malgré cela, de niveaux de trésorerie des grandes entreprises mondiales en témoignent. Et pourtant, l'argent n'arrive pas à irriguer les fonctions les plus essentielles de nos sociétés. Les enseignants, militaires, diplomates, magistrats, policiers, médecins hospitaliers, journalistes qui lisent cette tribune, et

comparent leur feuille de paye à celle des 277 salariés millionnaires de BNP Paribas, Natixis et Société générale,

le savent bien. Tout comme les 200 millions de chômeurs référencés par l'Organisation internationale du travail dans son dernier rapport annuel,

qui souligne aussi que les trois quarts des travailleurs dans le monde n'ont pas de contrat stable et que 47 % des professions existantes aujourd'hui sont numérisables.

À moins d'être déconnecté des réalités du monde, aveuglé par un mauvais catéchisme – la foi absolue dans les vertus autocorrectrices du marché – ou prisonnier de ses étroits intérêts financiers, il n'est plus possible d'ignorer l'emballlement et les dysfonctionnements de ce système, en particulier depuis le coup de semonce, si peu entendu, de la crise de 2008. Les signes avant-coureurs d'une nouvelle crise se multiplient.

Ainsi des bulles spéculatives, ou des comportements agressifs sinon hors la loi de nombreuses grandes institutions financières. Hier si respectables : depuis 2009, 117 banques opérant aux États-Unis ont payé 200 milliards de dollars d'amendes et de transactions à l'amiable pour des faits avérés de blanchiment d'argent, financement d'activités terroristes, manipulation de marchés des changes et clients dupés.

Sept ans après 2008, mon anticipation est que nous allons bientôt connaître un épisode de crise financière majeure,

qui va, cette fois-ci, nous forcer à repenser de fond en comble notre modèle économique et social. Ne serait-ce que parce que le système financier, contrairement à 2008, est aujourd'hui à court de milliards. Au bouquet. On ne peut pas aller plus loin que des taux d'intérêt négatifs et des milliers de milliards de dollars de création monétaire, sauf à faire perdre aux monnaies mondiales, flottantes, leur signification.

Ce nouveau modèle économique et social, nous allons le trouver du côté de la troisième voie. Cette troisième voie est celle de la doctrine sociale de l'Église, qui rejette autant le socialisme empreint

qu'aux Léviathan bureaucratiques, privés comme publics) à celui de participation (participation de tous aux fruits du travail – et au capital), cette doctrine montre une extraordinaire modernité, et propose des solutions concrètes pour sortir des impasses. Ces solutions passent par la priorité absolue à donner aux éléments les plus fragiles de nos sociétés : qu'il s'agisse de l'enfant à naître comme de chacun de nous qui peut connaître la maladie, le handicap, les accidents de la vie contrairement à un algorithme. Elles passent aussi par « une réforme financière qui n'ignore pas l'éthique ».

Lors de son voyage, historique, aux États-Unis en septembre 2015, le Pape aura l'occasion d'aborder frontalement ces questions avec le Congrès américain à Washington,

mais aussi à l'ONU à New York. Il y est très attendu. Vingt-cinq ans après Jean-Paul II qui a fait chuter le mur de Berlin et le communisme, le pape François réussira-t-il à ouvrir une brèche dans le mur implacable, et de plus en plus déshumanisant, de Wall Street ?

Voilà un espoir que peuvent partager et contribuer à mettre en œuvre, non seulement tous les acteurs catholiques de nos économies, mais aussi tous ceux, croyants ou non, qui espèrent voir vite émerger un capitalisme plus humain que le système mortifère que nous laissons se déployer sous nos yeux.

* Associé-gérant de la société de conseil en stratégie MediAffin, l'auteur publiera en septembre « Quand tombera le mur de l'argent » (Stock).

Vingt-cinq ans après Jean-Paul II qui a fait chuter le mur de Berlin et le communisme, le pape François réussira-t-il à ouvrir une brèche dans le mur implacable, et de plus en plus déshumanisant, de Wall Street ?

de lutte de classes et de haine de l'autre (le « riche »), que le capitalisme d'aujourd'hui. Un capitalisme où « tout entre dans le jeu de la compétitivité et de la loi du plus fort, on le passant mange le plus faible. (...) [C]hacun considère l'être humain en lui-même comme un bien de consommation, qu'on peut utiliser et ensuite jeter. »

Ce capitalisme-là, celui de la « culture du déchet » humain, qui exacerberont la financiarisation et la digitalisation de nos économies, est dénoncé en ces termes par le pape François, dans son encyclique *Evangelii Gaudium*. De la recherche et la mise en œuvre du bien commun à l'option préférentielle pour les pauvres ; du principe de subsidiarité (priorité aux actions concrètes et locales, plutôt



PHOTO: M. BERT

ÉDOUARD TÉTREAU

L'économie de marché ne peut pas être dissociée d'une réflexion morale, explique l'essayiste*.

patricia martin

le 7/9 du week-end

Retrouvez Alexis Brézet et Laurent Joffrin chaque samedi à 8h40, dans Le Journal de la semaine politique en partenariat avec

LE FIGARO

